



Les grands titres:

- ENTRETIEN : l'OMS engagée dans une campagne de vaccination sans précédent contre le choléra en Haïti
- Arabie Saoudite : l'ONU condamne une série d'attentats meurtriers survenus lundi dans trois villes du pays
- L'ONU condamne la décision d'Israël de poursuivre ses activités de colonisation
- Les réfugiés syriens au Proche-Orient s'enfoncent dans la pauvreté, selon un rapport du HCR
- Kenya : l'ONU condamne des cas d'exécutions sommaires par les forces de police
- Centrafrique : l'ONU met en garde contre le risque d'une nouvelle flambée de violence
- La Directrice générale de l'UNESCO rend hommage à Elie Wiesel
- L'ONU salue un nouveau partenariat nord-américain sur le climat et la réduction des risques de catastrophe
- Ban Ki-moon attristé par la mort du rescapé de la Shoah et prix Nobel de la paix Elie Wiesel
- Haïti : l'ONU appelle les principaux acteurs politiques à prendre leurs responsabilités
- Iraq : l'ONU condamne un attentat meurtrier revendiqué par Daech à Bagdad
- Iraq : l'ONU condamne les atrocités commises par Daech et par des milices contre les civils

ENTRETIEN : l'OMS engagée dans une campagne de vaccination sans précédent contre le choléra en Haïti



Le gouvernement haïtien a lancé une campagne de vaccination contre le choléra qui vise à atteindre 400.000 personnes en 2016. Photo MINUSTAH/Logan Abassi

5 juillet - Malgré une réduction de 90% de l'incidence du choléra en Haïti entre 2011 et 2015, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été victimes de l'épidémie l'an dernier.

« Pour nous, la priorité est de maintenir les équipes dites de 'réponse rapide', afin de nous assurer que tout le personnel disponible puisse continuer à être déployé sur le terrain et répondre à toutes les alertes concernant de nouveaux foyers », a déclaré mardi le Représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Haïti, Docteur Jean-Luc Poncelet, dans un entretien avec la Radio et le Centre d'actualités de l'ONU.

En plus de cette réponse rapide, afin d'éradiquer définitivement le choléra en Haïti, l'OMS et ses partenaires ont lancé en 2016 une campagne de vaccination d'un nouveau genre, visant à atteindre plusieurs centaines de milliers de personnes.

Une campagne à grande échelle

Jusqu'ici, a souligné Docteur Poncelet, la vaccination avait été utilisée dans la lutte contre le choléra en Haïti à petite échelle, sur des groupes ne dépassant pas 50.000 ou 100.000 personnes. « Cette année, l'objectif est de vacciner 750.000 personnes », soit l'ensemble de la population du département du Centre, sélectionné en raison de la persistance de foyers de choléra dans cette circonscription administrative au cours des deux dernières années.

« C'est la première fois que nous organisons une campagne de vaccination d'une telle ampleur dans le pays », a salué



Docteur Poncelet, qui représente également de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en Haïti.

Le Représentant de l'OMS a indiqué que le vaccin contre le choléra qui sera utilisé pour cette campagne requiert deux injections par personnes, administrées à deux semaines d'intervalle. « Cela signifie que 1,5 million de doses seront nécessaires pour mener à bien cette campagne », a-t-il précisé.

A supposer qu'il n'y ait pas de pénurie de vaccin et que les bailleurs de fonds continuent d'apporter leur soutien financier, Docteur Poncelet a indiqué que cette campagne serait achevée d'ici la fin de l'année.

Une « double approche » novatrice

Le Représentant de l'OMS a souligné que l'efficacité du vaccin n'est que de 65%, ce qui est inférieur à d'autres traitements existants. « Il est donc important que les observateurs ne pensent pas qu'avec la vaccination, le choléra sera entièrement éradiqué », a-t-il mis en garde.

Pour pallier à ce taux d'efficacité non optimal, l'OMS a développé une approche nouvelle, en vertu de laquelle les populations amenées à recevoir le vaccin bénéficieront également d'un meilleur accès à l'eau chlorée, soit via une chloration domestique, soit par l'intermédiaire d'une amélioration du système d'arrivée d'eau.

En effet, le manque d'accès à l'eau courante et à l'assainissement des eaux sur l'ensemble du territoire est l'un des principaux facteurs de transmission du choléra.

« Nous espérons que grâce à cette double approche, le vaccin d'un côté, et la chloration de l'eau à la maison de l'autre, nous pourrions réduire le nombre de cas dans ce département », a déclaré le Représentant de l'OMS.

Besoin du soutien des bailleurs de fonds internationaux

« Le financement est un problème, en plus du contexte politique dans le pays », a déclaré Docteur Poncelet.

Il a indiqué que Haïti avait reçu un fort soutien financier après le tremblement de terre en 2010, mais qu'aujourd'hui, un certain « désengagement des bailleurs de fonds » est en train de voir le jour, notamment parce que d'autres crises mondiales, comme en Syrie, sont plus médiatisées.

Selon l'OMS, le nombre de cas déclarés en 2011, au temps fort de l'épidémie, était de 350.000. L'an dernier, en 2015, un peu moins de 36.000 cas ont été constatés. Il y a par conséquent eu une baisse de 90% du nombre de cas déclarés depuis 2011.

Selon Docteur Poncelet, le fait qu'il y ait eu une réduction si importante du nombre de malades contribue également à démobiliser les bailleurs de fonds.

Il a par conséquent appelé ces derniers à maintenir leur engagement dans le pays.

Une campagne qui s'inscrit dans un cadre plus large

Afin d'éradiquer le choléra, l'OMS soutient également la mise en œuvre du plan national de lutte contre l'épidémie 2012-2022, a expliqué Docteur Poncelet.

Ce plan s'articule autour de quatre volets principaux, a-t-il expliqué, dont le plus important est la surveillance, à savoir l'identification de tout nouveau cas de choléra dans le pays.

« Cette surveillance se double du second volet, la réponse rapide, à savoir que pour chaque nouveau cas identifié, une équipe composée de médecins, de spécialistes de la santé et d'experts en matière d'assainissement des eaux est envoyée sur le terrain », a-t-il expliqué.

Le troisième volet, a poursuivi le Représentant de l'OMS, est la double approche vaccin/chloration des maisons, développée



cette année dans le département du Centre.

« Le dernier volet est aussi le plus couteux, à savoir l'amélioration de l'accès à l'assainissement des eaux », a-t-il souligné, ajoutant que cela supposait de réparer les systèmes d'arrivée d'eau, d'assurer la chloration et l'assainissement des eaux et d'améliorer l'accès à l'eau courante et aux toilettes pour éviter la défécation en plein air.

« Le manque d'investissement dans le système d'arrivée d'eau depuis des décennies est la principale raison de la persistance du choléra dans le pays », a-t-il dit. « Nous devons utiliser tous les outils disponibles pour éradiquer le choléra en Haïti. Ensemble nous pouvons y parvenir ».

Arabie Saoudite : l'ONU condamne une série d'attentats meurtriers survenus lundi dans trois villes du pays



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

5 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné mardi une série d'attentats à la bombe « odieux » perpétrés en Arabie Saoudite la veille, lundi 4 juillet, dans les villes de Jeddah, Qatif et Médine.

« Ces crimes sont d'autant plus odieux qu'ils se sont produits au moment même où les résidents se préparaient pour la fête de l'Aïd el-Fitr, pour marquer le fin du mois sacré du Ramadan », a déploré M. Ban dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole.

Selon la presse, deux agents de sécurité ont été blessés dans la ville de Jeddah, peu après minuit, dans le premier attentat à la bombe survenu lundi. La deuxième attaque, qui a eu lieu devant une mosquée chiite dans la ville de Qatif, n'aurait pas fait de mort, à l'exception du terroriste. En revanche, un autre attentat-suicide près de la Mosquée du Prophète, dans la ville sainte de Médine, aurait quant à lui causé la mort de quatre agents de sécurité.

Le Secrétaire général a fait part de tout son soutien et de ses condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de l'Arabie Saoudite. Il a en outre souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées.

Le chef de l'ONU a espéré que les responsables de ces crimes soient identifiés et traduits en justice. Il a en outre insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts régionaux et internationaux pour prévenir et combattre le terrorisme.

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a également déploré ces attentats, les qualifiant dans un communiqué de presse de « honteux ».

M. Zeid s'est dit particulièrement choqué par l'attaque qui a eu lieu à proximité de la Mosquée du Prophète, rappelant qu'il s'agit d'un des sites les plus sacrés de l'Islam.

« L'importance de cette attaque ne doit pas uniquement être mesurée à l'aune des quatre policiers qui y auraient laissé leur vie et des dommages physiques. C'est une attaque directe contre la religion », a-t-il dit.

L'ONU condamne la décision d'Israël de poursuivre ses activités de colonisation



4 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a vivement déploré lundi la décision prise par les autorités israéliennes d'autoriser la construction de nouveaux logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Dans un communiqué de presse publié par son porte-parole, le chef de l'ONU a condamné la décision israélienne d'autoriser la construction d'environ 560 nouvelles habitations dans la colonie de Maalé Adoumim en Cisjordanie, ainsi que de 240 logements dans différentes colonies à Jérusalem-Est.

« Cela soulève des questions légitimes quant aux intentions à long terme d'Israël, de même que les déclarations répétées de certains ministres israéliens appelant à l'annexion de la Cisjordanie », a déploré le Secrétaire général.

Il a rappelé que les colonies de peuplement sont « illégales au regard du droit international » et a demandé instamment au gouvernement d'Israël de « revenir sur ces décisions dans l'intérêt de la paix et d'un règlement final équitable ».

M. Ban s'est dit « profondément déçu » par le fait que cette annonce soit intervenue seulement quatre jours après l'appel du Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des Nations Unies, de la Russie, des États-Unis et de l'Union européenne, demandant à Israël de mettre fin à sa politique de colonisation.

Les réfugiés syriens au Proche-Orient s'enfoncent dans la pauvreté, selon un rapport du HCR



Des enfants jouent dans un camp de réfugiés syriens dans la vallée de la Bekaa, au Liban. Photo UNICEF/Alessio Romenzi

5 juillet - Un nouveau rapport publié mardi par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses partenaires indique que le nombre de réfugiés syriens vivant dans la pauvreté continue d'augmenter dans les pays d'accueil de la région et que l'accès aux services de base demeure un problème majeur.

Intitulé 'Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience', ce rapport semestriel pour 2016, réalisé par le HCR et plus de 200 partenaires internationaux et nationaux, examine les progrès réalisés cette année pour aider les réfugiés et les communautés d'accueil en Turquie, en Jordanie, en Iraq, au Liban et en Egypte.

« Alors que le conflit en Syrie est entré dans sa sixième année, les gouvernements et les communautés d'accueil continuent d'assumer un lourd fardeau économique, politique, social et sécuritaire », a déclaré le HCR dans un communiqué de presse annonçant les conclusions du rapport. L'agence a ajouté que les institutions publiques subissent une « très forte pression » pour fournir des services de base à un nombre croissant de personnes vulnérables.

Le rapport note que le HCR et ses partenaires, avec le soutien des bailleurs de fonds, ont fourni jusqu'à présent en 2016 un soutien financier à plus 100.000 ménages, de la nourriture à plus de 2 millions de personnes, des soins de santé à plus d'un million de personnes et une aide au logement à plus de 25.000 ménages.

Le rapport note également que des mesures ont été prises par certains pays d'accueil, y compris la Jordanie et la Turquie, afin d'octroyer aux réfugiés syriens le droit de travailler.

Malgré ces progrès, le rapport met en garde contre l'accroissement de la pauvreté et l'endettement de la population syrienne réfugiée, notamment au Liban, où 70% des réfugiés vivent en dessous du seuil de pauvreté (par rapport à 50% en 2014), et en Jordanie, où 90% des réfugiés enregistrés dans les zones urbaines vivent en dessous du seuil national de pauvreté.

Le rapport indique que davantage de financement de la part des bailleurs de fonds pour supporter la réponse du HCR et de ses partenaires dans la région permettrait de mieux gérer cette situation. Il note ainsi qu'au 31 mai, seuls 30% des 4,55 milliards de dollars demandés par les agences de l'ONU, les organisations intergouvernementales et les ONG dans le cadre de cette réponse pour l'année 2016 ont été reçus.

« Le HCR et ses partenaires appellent à davantage de financement et un déboursement plus rapide des fonds promis », a déclaré l'agence.

Kenya : l'ONU condamne des cas d'exécutions sommaires par les forces de police



Le porte-parole du HCR, Rupert Colville.
Photo: ONU

5 juillet - Alors que la police kenyane fait l'objet d'un nombre croissant d'allégations d'exécutions sommaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a condamné mardi les meurtres de l'avocat des droits humains kenyan Willie Kimani, de son client Josphat Mwenda et de leur chauffeur de taxi Joseph Muiruri, le 23 juin dernier.

« Il est impératif de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé et d'établir toutes les responsabilités liées à ces meurtres atroces », a déclaré le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

Selon l'agence de l'ONU, les trois hommes ont disparu après que M. Kimani et M. Mwenda ont assisté à une audience à Mavoko, à environ 30 km à l'est de la capitale kényane Nairobi, dans le cadre d'une affaire impliquant M. Mwenda et un agent de police. « Le avril 2015, M. Mwenda s'était fait tirer dessus et avait été blessé par cet officier de police, avant d'être inculpé pour des crimes fictifs », a précisé M. Colville. M. Kimani, qui travaillait avec l'ONG International Justice Mission, avait ensuite accepté de représenter M. Mwenda dans cette affaire.

M. Colville a précisé que les corps de M. Kimani, M. Mwenda et M. Muiruri avaient été retrouvés le 30 juin dernier dans une rivière au nord-est de Nairobi et qu'ils présentaient des signes de torture.

« M. Mwenda aurait reçu des intimidations et des menaces avant l'audience », a déclaré le porte-parole, avant d'ajouter que les trois hommes auraient été brièvement détenus à l'intérieur d'un container dans un camp de la police, avant d'être exécutés.

Suite à la découverte des corps, le Procureur général du Kenya a déclaré « qu'aucun effort ne serait épargné pour identifier les responsables de ces meurtres » et l'inspecteur général de la police a annoncé qu'une enquête approfondie serait menée. « A ce jour, trois policiers ont été arrêtés », a précisé le porte-parole.

M. Colville a ajouté que l'une des conséquences positives de ce « terrible crime » est la promesse faite dimanche par le Procureur général qu'un projet de loi contre la torture serait présenté au parlement kenyan dans les 28 jours.

M. Colville a par ailleurs appelé les autorités kenyanes à prendre des mesures urgentes pour empêcher les exécutions sommaires, brutalités policières et autres violations graves.

Il a ajouté que ces mesures sont essentielles pour rétablir la confiance avant que les élections aient lieu l'année prochaine au Kenya. « Nous appelons également les autorités à assurer un environnement sûr et favorable dans lequel la société civile peut fonctionner librement et sans crainte », a-t-il dit.

Selon plusieurs ONG en contact avec le HCDH, au moins 53 personnes pourraient avoir été exécutées sommairement par les forces de police entre janvier et avril 2016. La Commission nationale des droits humains du Kenya a quant à elle documenté 25 cas d'exécutions sommaires et 81 cas de disparitions forcées commis par la police et d'autres agences de sécurité dans le cadre des opérations de lutte contre le terrorisme entre 2013 et 2015.

Centrafrique : l'ONU met en garde contre le risque d'une nouvelle flambée de violence



Des véhicules de la MINUSCA en République centrafricaine. Photo ONU/Nektarios Markogiannis

4 juillet - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a averti lundi que la situation sécuritaire et des droits de l'homme pourrait à nouveau se dégrader en République centrafricaine, après une série d'incidents majeurs survenus dans la capitale Bangui et plusieurs zones rurales.

« Alors que 2016 avait débuté sous de bons auspices, avec les élections réussies de février 2016, les événements récents qui se sont déroulés à Bangui et dans plusieurs endroits du pays me font craindre une nouvelle escalade de violence dans les mois à venir », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse. « Il est urgent de désarmer les groupes armés, qui restent bien trop puissants et ont toujours le potentiel de rallumer le

conflit, de rétablir l'autorité étatique et l'état de droit, et de garantir la sécurité de tous les civils ».

M. Zeid a averti que les tensions sont en hausse à Bangui depuis la mi-juin, où des heurts entre des éléments armés et des soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) dans le quartier musulman PK5 ont abouti à la mort de six hommes armés et fait 15 blessés parmi les civils.

Le même jour, a indiqué le Haut-Commissaire, les forces de la MINUSCA ont aussi dû intervenir pour évacuer des membres de la police centrafricaine et des Nations Unies qui se trouvaient dans les locaux d'un commissariat encerclé par une foule hostile et armée. Le 24 juin, a-t-il ajouté, un soldat de la paix onusien de nationalité sénégalaise a aussi été tué à Bangui par des hommes armés non identifiés dans des circonstances peu claires.

« Plusieurs incidents récents ont aussi eu lieu dans diverses régions, où les groupes armés continuent d'exercer leur contrôle, de commettre des violations graves des droits de l'homme et de prendre les civils pour proie », a souligné M. Zeid.

Au total, il a précisé que les affrontements impliquant des groupes armés, y compris les ex-Séléka et anti-Balaka, en dehors de Bangui ont fait au moins 17 morts depuis le début du mois.

« Renforcer la sécurité et la lutte contre l'impunité reste un enjeu absolu pour l'établissement d'une paix et d'une réconciliation durables en République centrafricaine », a déclaré le Haut-Commissaire. En particulier, il a insisté sur « le besoin impérieux de reconstruire le système judiciaire et de rétablir la confiance dans les institutions étatiques afin que les gens ne ressentent plus le besoin de se faire justice eux-mêmes ou de compter sur les groupes armés pour leur sécurité ».

Le Haut-Commissaire a aussi exprimé sa préoccupation face aux violations continues des droits de l'homme commises par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le sud-est de la République centrafricaine et a appelé à faire davantage d'efforts pour combattre ce groupe, qui s'est rendu coupable de meurtres à grande échelle, de mutilations, d'enlèvements, d'esclavage sexuel et de recrutement forcé d'enfants soldats dans quatre pays d'Afrique centrale au cours des trois dernières décennies.

Le Haut-Commissaire a par ailleurs dit être « profondément préoccupé par des informations crédibles et troublantes » portant sur des violations et atteintes aux droits de l'homme par des membres de l'armée ougandaise déployés en République centrafricaine dans le cadre d'opérations contre la LRA. Parmi celles-ci figurent des allégations de violence et exploitation sexuelles, d'enlèvement et de mariage forcé.

« Les autorités ougandaises doivent garantir que d'autres abus ne surviennent pas, que tous les auteurs présumés fassent l'objet d'une enquête et qu'ils soient condamnés et punis avec toute la rigueur de la loi, si des preuves suffisantes sont réunies », a appelé M. Zeid.

La Directrice générale de l'UNESCO rend hommage à Élie Wiesel



Le siège de l'UNESCO à Paris. Photo UNESCO/M. Ravassard

4 juillet - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a rendu hommage lundi à Élie Wiesel, « auteur d'une œuvre incomparable sur la mémoire de la Shoah ».

Selon la presse, M. Wiesel, écrivain rescapé de la Shoah qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1986, est mort samedi 2 juillet à l'âge de 87 ans.

« Elie Wiesel était un pilier de la conscience humaniste mondiale, un repère et une boussole de justice et de droiture », a déclaré la Directrice générale dans un communiqué de presse.

Mme Bokova a souligné que l'œuvre de M. Wiesel a contribué à éveiller les consciences sur l'horreur de la Shoah. « Son héritage est immense et son message est plus actuel que jamais pour combattre l'antisémitisme sous toutes ses formes. Nous lui sommes tous redevables », a-t-elle dit.

La Directrice générale a rappelé que M. Wiesel était un « compagnon de route de l'UNESCO » qui partageait l'ambition de l'Organisation de « construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes ». M. Wiesel avait notamment présidé l'Académie universelle des cultures fondée par l'UNESCO, sous la direction de Federico Mayor.

L'ONU salue un nouveau partenariat nord-américain sur le climat et la réduction des risques de catastrophe



4 juillet - Le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), Robert Glasser, a salué lundi l'annonce d'un nouveau partenariat entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, en vertu duquel les dirigeants des trois pays se sont engagés à prendre des mesures importantes pour atteindre 50% de production d'énergie propre d'ici 2025 et à coopérer davantage en matière de réduction des risques de catastrophe.

Selon la presse, ce plan d'action sur le climat a été annoncé mercredi à l'occasion du Sommet des leaders nord-américains, qui réunissait à Ottawa, au Canada, le Premier ministre du pays, Justin Trudeau, le Président des Etats-Unis, Barack Obama, et le Président du Mexique, Enrique Peña Nieto,

« Le nouveau Partenariat nord-américain en matière de climat, d'énergie propre et d'environnement est une avancée importante et suscite l'espoir que nous pouvons encore maintenir l'élévation de la température mondiale bien au-dessous de 2°C, tel que le prévoit l'Accord de Paris sur le climat. L'engagement de ces pays à ratifier l'Accord et à soutenir son entrée en vigueur en 2016 est un exemple qui devrait être suivi par d'autres membres du G20 », a déclaré M. Glasser dans un communiqué de presse.

Le chef de l'UNISDR a également salué l'engagement des trois dirigeants à travailler ensemble pour réduire les risques sanitaires et de catastrophe, y compris via l'adaptation au changement climatique, des systèmes d'alerte précoce, la collaboration avec les communautés locales sur la gestion des ressources naturelles et la reconnaissance de l'importance d'une approche de genre dans le cadre de l'action climatique et du développement durable.

« C'est l'exemple du leadership en action. Les engagements à éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2020, à réduire le noir de carbone et à interdire l'utilisation des hydrofluorocarbures contribuant à un réchauffement global élevé démontrent un engagement politique sérieux à réduire les risques de futurs événements météorologiques extrêmes », a dit M. Glasser.

Ban Ki-moon attristé par la mort du rescapé de la Shoah et prix Nobel de la paix Elie Wiesel



3 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré dimanche profondément attristé par l'annonce du décès d'Elie Wiesel, rendant hommage à cette « voix puissante pour la mémoire de l'Holocauste et à ce Messenger de la paix de longue date des Nations Unies ».

Selon la presse, M. Wiesel, l'écrivain rescapé de la Shoah qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1986, est mort samedi 2 juillet à l'âge de 87 ans.

« Elie Wiesel a transformé le cauchemar de sa jeunesse en campagne permanente pour l'égalité et la paix mondiale », a déclaré M. Ban dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole

Le Secrétaire général a rappelé qu'en tant que Messenger de la paix des Nations Unies depuis 1998, M. Wiesel avait appelé à une « vigilance de chaque instant dans la lutte contre l'antisémitisme et d'autres formes de haine ».

« Lors de ses fréquentes visites au siège des Nations Unies, y compris à l'occasion de la première Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste, M. Wiesel a souvent partagé l'expérience qu'il avait vécue au camp de concentration et d'extermination nazi d'Auschwitz-Birkenau, appelant le monde à 'rejeter l'indifférence' face au génocide, à la discrimination et à d'autres horreurs », s'est remémoré le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a présenté ses condoléances à la veuve et à la famille de M. Wiesel, ainsi qu'à tous ceux touchés par cette perte.

« Le monde a perdu l'un de ses plus importants témoins et l'un de ses défenseurs les plus éloquents de la tolérance et de la paix », a déclaré M. Ban, réaffirmant l'engagement de l'ONU en faveur de la mémoire de l'Holocauste et de la défense des droits de l'homme en général.

Haïti : l'ONU appelle les principaux acteurs politiques à prendre leurs responsabilités



Hervé Ladsous, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, en conférence de presse. Photo: ONU/Amanda Voisard.

3 juillet - En visite à Port-au-Prince, en Haïti, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a appelé les principaux acteurs politiques haïtiens à prendre leurs responsabilités pour sortir de l'impasse politique actuelle, respecter le nouveau calendrier électoral et éviter ainsi un possible désengagement de la communauté internationale.

« Nous en sommes au point où le Conseil de sécurité [de l'ONU], en renouvelant le mandat de la MINUSTAH [Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti] l'année dernière, avait déjà intégré l'idée que, progressivement, nous devons nous orienter vers une diminution et, à terme, à un arrêt des opérations de la MINUSTAH », a déclaré samedi M. Ladsous lors d'une conférence de presse dans la capitale haïtienne.

« C'est l'occasion de saluer le travail remarquable fait par toutes nos équipes sous la direction éclairée de Mme Sandra Honoré, la Représentante spéciale [de l'ONU en Haïti], et de ses collaborateurs », a poursuivi le Secrétaire général adjoint.

Il a rappelé que l'ONU avait envisagé de réaliser cet été, avant le prochain renouvellement du mandat de la MINUSTAH en octobre, une évaluation stratégique de l'avancée de la mission dans l'accomplissement des tâches qui lui ont été assignées par le Conseil de sécurité.

« Le fait que le cycle électoral qui aurait dû s'achever à la fin de l'année dernière ait été interrompu, que nous ayons maintenant un nouveau calendrier, a fait que l'évaluation stratégique se fera plus tard », a-t-il dit, ajoutant que, dans l'intervalle, le Conseil de sécurité lui a demandé de se rendre en Haïti pour effectuer une évaluation de la situation dans le pays, notamment sur le plan sécuritaire et sur le plan politique.

Dans ce cadre, M. Ladsous s'est entretenu cette semaine avec les principaux acteurs haïtiens, y compris les membres du gouvernement et du parlement.

Au terme de cette évaluation, le Secrétaire général adjoint a constaté que le pays traverse actuellement une crise, une impasse politique. « Et donc, mon message, notamment aux parlementaires, a été : 'Écoutez, la communauté internationale n'a pas à se substituer à vous. La responsabilité, elle est la vôtre. C'est donc à vous de trouver une formule pour dépasser les blocages actuels' ».

En second lieu, M. Ladsous a appelé les principaux acteurs politiques haïtiens à respecter strictement le calendrier électoral nouvellement défini, avec une première échéance en octobre 2016 et l'entrée en fonction du futur président de la république en février 2017. « Le pays d'Haïti a perdu un an. Et donc, au minimum tout doit être fait pour tenir ce calendrier et ne pas risquer un nouveau glissement du calendrier », a-t-il insisté.

Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs constaté les progrès accomplis par le pays sur le plan sécuritaire. « La situation actuelle en Haïti n'a rien à voir avec celle d'il y a dix ans, à l'époque où Cité soleil était la proie des gangs », a-t-il dit.

Il a toutefois noté que des incidents et des attaques subsistent. « Et évidemment, plus que jamais, il appartient à la police haïtienne, qui est en première ligne, et à la formation de laquelle nous avons consacré des efforts considérables, d'assurer le maintien de la loi et de l'ordre en Haïti », a-t-il dit.

Le Secrétaire général adjoint a aussi rappelé les efforts importants consacrés par la communauté internationale, à travers la MINUSTAH et les missions précédentes des Nations Unies, pour aider Haïti à sortir de la crise profonde que connaît le pays depuis plusieurs années. « Et il commence à se faire jour une certaine impatience, une attente de résultats encore plus probants », a-t-il dit, avertissant le pays du risque que le dossier haïtien ne « glisse vers la périphérie, voire en dehors des écrans radar de la communauté internationale ».

De manière générale, M. Ladsous a insisté sur l'urgence qu'il y avait pour les Haïtiens à prendre leurs responsabilités et à trouver leurs propres solutions à leurs problèmes. « Nous ne sommes pas là pour dicter, nous ne sommes pas là pour nous ingérer. Nous sommes là pour accompagner », a-t-il rappelé.

Iraq : l'ONU condamne un attentat meurtrier revendiqué par Daech à Bagdad



3 juillet - Deux hauts responsables de l'ONU ont vivement condamné l'attentat suicide qui a eu lieu dimanche avant l'aube en plein cœur de la capitale iraquienne Bagdad, dans lequel plusieurs dizaines de civils ont perdu la vie.

Selon la presse, au moins 120 personnes ont trouvé la mort dans une explosion survenue dans une rue commerçante très fréquentée du quartier à majorité chiite de Karrada à Bagdad, où de nombreux habitants se rendaient pour faire leurs courses avant la fête marquant la fin du mois sacré de Ramadan. L'attentat a été revendiqué par le groupe

terroriste Daech.

Dans un communiqué de presse publié par son porte-parole, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré « consterné par le mépris total pour la vie humaine affiché par les auteurs, qui ont frappé les résidents alors que ces derniers se préparaient pour la fête de l'Aïd el-Fitr ».

Le Secrétaire général a fait part de « son profond soutien et de ses condoléances » aux familles des victimes, ainsi qu'au

gouvernement et au peuple de l'Iraq. Il a en outre souhaité aux nombreux blessés un « prompt rétablissement ».

M. Ban a par ailleurs appelé le peuple iraquien à rejeter toute tentative visant à « semer la peur et saper l'unité du pays ». Il a aussi appelé le gouvernement iraquien à « veiller à ce que les auteurs de ce crime horrible soient traduits en justice le plus rapidement possible ».

« C'est un acte lâche et odieux, d'une ampleur sans précédent, qui a pris pour cible des civils pacifiques durant les derniers jours du mois sacré de Ramadan, y compris des consommateurs venus se préparer pour la fête de l'Aïd el-Fitr », a de son côté déploré le Représentant spécial du Secrétaire général en Iraq, Jan Kubis, dans un communiqué de presse. « Cela démontre la volonté gratuite de Daech de tuer, mutiler et démoraliser », a-t-il ajouté.

M. Kubis a exhorté le gouvernement iraquien à redoubler d'efforts en matière de sécurité pour faire en sorte que la population de Bagdad et du reste de l'Iraq puisse célébrer la fête de l'Aïd el-Fitr plus tard cette semaine dans la paix et la sécurité.

« Les terroristes de Daech, après avoir subi des défaites sur le front, cherchent à venger leurs pertes en prenant pour cible des civils vulnérables », a dénoncé M. Kubiš a dit. « Malgré sa douleur et son agonie, le peuple iraquien ne reculera pas devant les desseins de ces terroristes ; il continuera à rejeter leurs méthodes en affichant une unité nationale ferme et finira par triompher ».

Iraq : l'ONU condamne les atrocités commises par Daech et par des milices contre les civils



Des familles arrivées de Falloujah reçoivent une assistance à Al Khalidiya. Photo OCHA/Themba Linden

5 juillet - Deux jours après un attentat suicide qui a fait plus de 150 morts à Bagdad, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé mardi les autorités iraqiennes non seulement à faire davantage pour protéger les civils du pays contre Daech, mais aussi pour empêcher des milices non officielles de se venger sur les civils fuyant les villes reprises par le gouvernement au groupe terroriste.

« Je condamne fermement la dernière atrocité en date commise par Daech, qui a pris pour cible des civils innocents qui célébraient le Ramadan en plein cœur de Bagdad », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse, ajoutant que cet attentat-suicide s'ajoutait aux atrocités récentes perpétrées par le groupe terroriste à Dacca, au Bangladesh, à Istanbul, en

Turquie, et à Orlando, aux Etats-Unis. « La brutalité pure et effrénée de ces personnes défie la croyance », a-t-il dit.

Le Haut-Commissaire a toutefois mis en garde contre les actes de vengeance et réactions politiques hâtives ou malavisées, susceptibles de favoriser la stratégie de Daech, à savoir de diviser les sociétés et promouvoir la haine. « Nous avons besoin non seulement d'être plus fort qu'eux, mais aussi plus intelligent qu'eux », a-t-il dit, soulignant que sur ce dernier point, la communauté internationale était tenue en échec.

Le Haut-Commissaire a par ailleurs exhorté les autorités iraqiennes à prendre des mesures immédiates pour localiser et libérer plus de 600 hommes et garçons qui auraient été enlevés par un groupe de miliciens impliqué dans la reprise de Falloujah à Daech au mois de juin, Kataaib Hezbollah.

Ils auraient été capturés par Kataaib Hezbollah le 1er juin, alors qu'ils fuyaient leur village à proximité de Falloujah. Les miliciens auraient transféré les femmes et des filles du village vers le camp d'Ameriyat al Falloujah, géré par le gouvernement, mais se seraient emparés des hommes et des garçons, avant de les soumettre à des abus.

« Les hommes ont été entassés dans de petites pièces ou des couloirs, parfois à plus de 60 par chambre. Ils ont été privés d'eau et de nourriture, et il n'y avait pas ou peu de ventilation », a-t-il précisé, ajoutant que, selon les témoins, ceux qui demandaient à boire ou à manger étaient traînés dehors et fusillés, étranglés, décapités ou sévèrement battus.

Selon le Haut-Commissaire, le 5 juin, ces hommes et garçons ont été séparés en deux groupes : l'un qui a été autorisé à

rejoindre les femmes et filles du village au camp d'Ameriyat al Falloujah, et l'autre dont le sort reste inconnu. « Nous avons une liste de noms de 643 hommes et garçons disparus, ainsi que de 49 autres qui auraient été exécutés sommairement ou torturés à mort pendant leur détention initiale par Kataaib Hezbollah. Les chefs tribaux estiment également qu'il y a environ 200 portés disparus supplémentaires dont les noms n'ont pas encore été répertoriés », a précisé M. Zeid.

Le Haut-Commissaire a indiqué que ce n'est pas la première fois que des milices non officielles qui combattent aux côtés des forces gouvernementales contre Daech s'en prennent à des civils. Il a exhorté le gouvernement à prendre des mesures sérieuses pour empêcher que cela se produise à nouveau, y compris en traduisant les responsables en justice.

« Ces crimes ne sont pas seulement odieux, ils sont également tout à fait contre-productifs. Ils donnent à Daech une victoire de propagande, et poussent les gens dans leurs bras », a déclaré M. Zeid.